



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

pétrole

Question au Gouvernement n° 475

Texte de la question

APPROVISIONNEMENT DE LA FRANCE EN PÉTROLE

M. le président. La parole est à M. Serge Poignant, pour le groupe UMP.

M. Serge Poignant. Ma question s'adresse à Mme la ministre déléguée à l'industrie.

Alors que la situation internationale est entrée dans une phase aiguë, pour reprendre les termes du Président de la République, nous nous accordons tous à dire qu'il faut anticiper, pour notre pays, les conséquences éventuelles d'un conflit en Irak. Cela vaut notamment sur le plan énergétique. En effet, si la France n'achète du pétrole à l'Irak, deuxième réserve mondiale, que dans des proportions modestes, beaucoup de Français s'inquiètent aujourd'hui de notre capacité à faire face à une rupture de l'approvisionnement en pétrole. Nous avons tous en mémoire les files de voitures venant faire le plein aux stations-service lors d'autres conflits. Pouvez-vous nous dire, madame la ministre, dans quelle mesure nous pourrions faire face à une rupture de l'approvisionnement en pétrole ? Disposez-vous d'éléments qui puissent rassurer les Français ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée à l'industrie.

Mme Nicole Fontaine, ministre déléguée à l'industrie. Dans l'hypothèse, tragique, où la guerre éclaterait, comme, hélas, aujourd'hui, on peut le craindre, je puis vous rassurer, monsieur le député : il n'y a pas de risque de rupture d'approvisionnement (« Ah ! » sur les bancs du groupe socialiste) en pétrole pour la France, non plus, d'ailleurs, que pour l'Europe. (« Oh ! » sur les bancs du groupe socialiste.)

En effet, en premier lieu, l'approvisionnement pétrolier de la France vient d'abord de la mer du Nord (« Ah ! » sur les bancs du groupe socialiste), pour 40 % ;...

M. Bernard Roman. 41 % !

Mme la ministre déléguée à l'industrie. ... 28 % viennent des pays du Moyen-Orient dont, comme vous l'avez dit vous-même, monsieur le député, une part très faible d'Irak.

En outre, les pays de l'OPEP, et plus particulièrement l'Arabie Saoudite, nous ont assuré que, dans l'hypothèse d'un arrêt de la production de pétrole en Irak, ils veilleraient à augmenter aussitôt leur production à hauteur de 2,5 millions de barils par jour.

Enfin, même dans l'hypothèse, encore une fois très improbable, d'une rupture d'approvisionnement, la France, comme vous le savez, participe à l'Agence internationale de l'énergie. Et à ce titre...

M. François Hollande. Moi, je crois que je vais quand même faire le plein !

Mme la ministre déléguée à l'industrie. ... nous disposons sur notre territoire d'une réserve correspondant à quatre-vingt-dix jours de consommation. (« Ah ! » sur les bancs du groupe socialiste.)

Le Gouvernement est extrêmement vigilant sur ce point...

M. Albert Facon. C'est bien ça qui nous inquiète !

Mme la ministre déléguée à l'industrie. ... et je puis vous assurer que, d'une façon générale, les mesures nécessaires seront prises pour éviter que les consommateurs ne subissent les conséquences des événements tragiques que nous risquons de vivre. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Données clés

Auteur : [M. Serge Poignant](#)

Circonscription : Loire-Atlantique (10^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 475

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 mars 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 mars 2003